

croyaient et disaient hautement que la paix du monde civilisé se consolidait chaque jour, que la guerre était de plus en plus réputée une barbarie, une folie, la pire de toutes par l'argent qu'elle coûte, par la dévastation qu'elle sème, et surtout par le sang dont elle inonde la terre. On se flattait d'avoir définitivement mis un frein aux passions belliqueuses. Depuis 1848, on avait à peu près partout fait rentrer sous la loi du droit commun et dépouillé de leur ascendant les aristocraties d'origine militaire, qui ne voyaient de noble profession que celle des armes et aimaient la guerre comme leur propre élément. En dernier lieu, l'inauguration du principe de la liberté commerciale avait paru opposer au génie de la guerre un obstacle presque insurmontable. Les esprits raisonnables croyaient que ces liens commerciaux auraient assez de force pour rendre presque impossible la rupture à main armée entre les états. Maîtresses désormais de leurs destinées, les nations, se disait-on, raisonnent et calculent. La solidarité de leurs intérêts réciproques va leur être évidente, car elles en recueilleront les bienfaits à tout instant. Comment donc consentiraient-elles désormais à recourir aux armes à moins d'avoir les motifs les plus pressants, leur indépendance à garantir, leur honneur à sauver d'une atteinte profonde, leur territoire à protéger contre un envahissement ?

Il est à noter que les classes qui, dans la société européenne, représentent plus directement la démocratie donnent de toutes parts leur adhésion aux idées de progrès par la paix. Ces mêmes classes avaient jusque-là montré un patriotisme admirable de générosité, mais ardent et ombrageux. En s'éclairant, elles en ont adouci les aspérités et tempéré les emportemens. Plus que les classes moyennes, elles sont réso-

lues à ne supporter de l'étranger aucune injure, et à rendre violence pour violence. Elles sont donc communément plus empressées à mettre leur sang et leur dernier écu à la disposition de la patrie dans le cas d'un péril à surmonter, d'une offense à repousser et à venger. En France, s'il le fallait, il n'y aurait qu'à frapper du pied la terre pour en faire sortir une armée innombrable et dévouée d'ouvriers et de paysans qui se précipiteraient à la frontière, comme la France entière le fit au temps de Valmy, de Jemmapes et de Fleurus ; mais de nos jours et dans ces derniers temps l'ouvrier et le paysan ont dépouillé l'humeur agressive contre l'étranger. La guerre ne serait acceptée d'eux que si l'honneur national le commandait hautement. L'ouvrier et le paysan n'admettent plus qu'on les considère comme de la chair à canon, et qu'un gouvernement ambitieux ait le droit de les envoyer à la boucherie pour l'accomplissement de ses projets. Ce n'est pas eux qui diraient : *Morituri te salutant*, à moins que le salut de la patrie ou sa dignité n'exigeât qu'ils lui fissent tous les grands sacrifices. Toute l'Europe occidentale en est là aujourd'hui. L'ouvrier et le paysan y apprécient la paix, la bénissent comme l'instrument de leur progrès, comme le palladium des libertés nationales qui sont leurs garanties, comme le génie bienfaisant sous les auspices duquel ils arriveront, moyennant d'énergiques efforts, à avoir leur part de tous les bienfaits moraux et matériels de la civilisation. D'ailleurs ils n'ignorent pas que plus que personne ils supportent le fardeau de la guerre. On n'a pas pris suffisamment la peine de les familiariser avec l'histoire ; parmi eux cependant s'est perpétuée la tradition de l'épuisement et de la misère affreuse où les guerres de Louis